



Berlin Eco

NUMERO 12

© DG Trésor

1^{er} juillet 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

La banque publique d'investissement [KfW](#) s'attend à un taux de croissance du PIB de **0,8% pour l'année en cours** et de 1,8% pour 2020. Corrigé des effets de calendrier particulièrement forts en 2020, ce taux s'établirait à 1,5%, ce qui correspondrait environ à la croissance potentielle de l'économie allemande. L'organisme explique la bonne performance économique au 1^{er} trimestre 2019 (+0,4 %) par la solide consommation des ménages et une hausse des investissements, mais met en garde contre une tendance baissière significative dans les commandes industrielles.

L'institut conjoncturel [ifo](#) confirme également sa précédente estimation de croissance du PIB pour **2019, qui s'établit à 0,6%**. L'économie domestique se porte bien (en particulier les services et la construction), tandis que l'industrie exportatrice fait face à de fortes difficultés. La crainte que ces dernières se transposent progressivement sur le marché domestique a amené l'institut à légèrement revoir à la baisse sa projection de croissance pour 2020 (1,7 %, soit 0,1 point de moins ; 1,3 % sans effets de calendrier). L'ifo s'attend par ailleurs à une contraction de la production (-0,1 %) au 2^{ème} trimestre 2019, provoquée par la disparition des effets positifs des impulsions fiscales et budgétaires en début d'année, avant une reprise plus dynamique sur la deuxième moitié de l'année.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Le conseil des ministres a validé le **projet de budget fédéral pour 2020 et la planification financière jusqu'à 2023**. Le ministre fédéral des Finances se félicite d'investissements records (près de 40 Md€ par an) et de l'absence de nouvel endettement. Ceci grâce à l'utilisation des réserves initialement mobilisées pour couvrir les coûts provoqués par l'arrivée des réfugiés et à la limitation des dépenses de certains départements ministériels (principalement défense, transport et éducation), outre une révision à la baisse du montant des intérêts dus. En somme, le niveau de dépense a été réduit de 2,7 Md€ par rapport à ce qui a été prévu en mars dernier et progressera de 1,0 % par rapport à 2019.

POLITIQUES SOCIALES

Le gouvernement du Land de **Berlin** a adopté les grandes lignes d'une future [loi sur le plafonnement des loyers](#), qui devrait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2020. Il a été décidé que les loyers des 1,5 million de logements du parc privé seront gelés pendant cinq ans à compter du 18 juin 2019. Des plafonds de loyers seront fixés et les montants des nouveaux baux ne pourront pas être supérieurs aux précédents. La répercussion même partielle des travaux de modernisation sur le loyer sera soumise à autorisation.

En vue de renforcer l'attractivité du secteur de la santé, le [conseil des ministres](#) a adopté mercredi 19 juillet 2019 un projet de loi introduisant la **possibilité d'extension d'un accord salarial dans la branche**



des soins à tout le territoire allemand (via la loi sur le détachement). Cela implique cependant la constitution d'une fédération patronale nationale de branche pour permettre la conclusion d'un tel accord puis son extension. Le projet de loi prévoit de manière alternative la revalorisation régulière des salaires minima (variables selon la qualification) par la « Commission de la branche des soins », qui devrait être pérennisée. Seules les personnes non qualifiées sont actuellement couvertes par un salaire minimum (avec une rémunération horaire brute de 11,05 € à l'ouest, 10,55€ à l'est).

Selon [Destatis](#), la **population allemande** comptait 83,0 M de personnes fin 2018, enregistrant une légère augmentation (+227 000, soit + 0,3 % sur un an). Selon plusieurs scénarii retenus par [Destatis](#), le nombre de personnes en âge de travailler (âgées de 20 à 66 ans) reculerait d'ici 2035 de près de 4 à 6 millions et passerait ainsi de 51,8 M à 45,8 / 47,4 M.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Le PDG du **réassureur Munich Re**, Joachim Wenning, propose que le prix du CO₂ soit multiplié par 5 afin que les énergies fossiles deviennent non rentables pour les grands consommateurs. Le changement climatique a une influence directe sur les bénéfices du réassureur : le typhon « Jebi » en Asie et les incendies en Californie ont, par exemple, divisé par deux ses bénéfices en 2018. Il demande aux gouvernements de prendre des mesures pour compenser les pertes d'emplois qui pourraient en résulter.

BANQUES ET ASSURANCES

La recapitalisation de **NordLB** (cf. BE n° 6) prend du retard. NordLB, les Länder, les caisses d'épargne et la fédération des caisses d'épargne (DSGV) viennent de signer l'accord cadre qui devrait être soumis à l'approbation des parlements des Länder en août, après la validation, le cas échéant, du projet par la Commission ; l'approbation par les parlements était initialement prévue en juin. Si le projet est mis à exécution, la gouvernance sera modifiée : la DSGV entrera au capital de la banque à hauteur de 27% tandis que la participation du Land de Basse-Saxe reculera de 59 à 53% et celle des caisses d'épargne de Basse-Saxe de 26 à 10%.

DB USA, la division américaine de **Deutsche Bank**, qui représente 8% du bilan total du groupe Deutsche Bank en 2018, a, contrairement à l'an passé, réussi les deux épreuves des [stress test de la Fed](#).

Pour la première fois, une caisse d'épargne allemande (*Sparkasse* Offenburg/Ortenau), française (Caisse d'Épargne Grand Est Europe) et italienne (*Südtiroler Sparkasse*) ont conclu un [accord de coopération tri-national](#) dans l'objectif de partager leurs connaissances législatives et fiscales nationales. Cette coopération s'est concrétisée par l'octroi d'un crédit commun à un entrepreneur.

Selon les données provisoires de la BCE, les banques allemandes ont vu leurs **effectifs** reculer de 13% (contre 8% dans la zone euro) et leur nombre d'agences de 21% (contre 15% dans la zone euro) en 2018 par rapport à 2014. Avec 29%, l'Allemagne détient par ailleurs le taux de concentration bancaire (part des cinq plus grandes banques dans le total des actifs) le plus bas de l'Union européenne derrière le Luxembourg.

Afin de contrecarrer un risque de quasi-monopole des acteurs américains sur le marché européen des systèmes de **paiements instantanés**, la Bundesbank se prononce, dans son dernier [rapport mensuel](#), en faveur d'« Instant Payment », basé sur le SEPA et développé par le Conseil des paiements de détail en euros (*ERP*). Cet outil de virement bancaire en temps réel, déjà utilisé par 1299 des 1500 établissements allemands, pourrait être étendu, comme le SEPA, à l'ensemble du marché européen, ce qui harmoniserait



les systèmes de cartes de débit. La Bundesbank propose comme alternative une interface de programmation applicative (*API*) sur laquelle pourraient se greffer des systèmes nationaux déjà existants.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit,
Laurence Rambert et Lucie Rebaï
Revu par : Catherine Rozan

Version du 1^{er} juillet 2019